L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE ORLEANS JEUDI, 26 JUILLET 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Éditeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. E. DUFOUR.
F. DIVERGER. G. BARRY.
No 23, rue de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 26 JUILLET.

STEEPLE-CHASE PRESIDENTIEL.

Dans l'état actuel des partis tout fait présumer que la Chambre des Représentans devra intervenir pour la désignation du futur président des Etats-Unis. Selon toute apparence aucun des candidats qui se disputeront le premier poste de l'Union n'obtiendra la majorité *absolue* des voix dans les colléges électoraux, comme l'exige la Constitution. Dans ce cas, on le sait, la charte fédérale ordonne que l'élection soit déférée au Congrès. Les trois candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages sont présentés à la Chambre des Représentans qui choisit entre eux celui qui doit exercer la présidence. Les représentans ne votent pas individuellement, mais par délégations, chaque Etat ne donnant qu'une voix.

Nous disons qu'il est probable que le successeur de M. Pierce soit désigné par la Chambre des Représentans, parce qu'il est certain qu'il y aura au moins trois candidats pour la présidence: le candidat démocrate, le candidat du parti américain, et le candidat des free soilers. Ce dernier obtiendra peut-être assez de suffrages pour empêcher le candidat américain ou le candidat démocrate de rallier une majorité absolue des voix électorales. Dès lors, comme nous l'avons déjà dit, l'intervention du Congrès devient constitutionnellement nécessaire.

A ce sujet, un coup-d'œil sur le passé ne sera peut-être pas sans intérêt pour le lecteur.

La Chambre des Représentans a été appelée deux fois à désigner le président—en 1800 et en 1824. Dans la première année de ce siècle, la constitution fédérale n'était pas encore amendée: elle portait que parmi les candidats à la présidence celui qui obtiendrait le plus de voix serait président, et celui qui aurait ensuite le nombre le plus considérable de suffrages serait vice-président. En 1800, Jefferson et Burr ayant obtenu un nombre égal de voix, l'élection fut déférée au Congrès. Jefferson l'emporta sur son adversaire que le sixième jour, après nous ne savons combien de scrutins de ballotage. Eclairé par ce qui venait de se passer, le Congrès se décida à réviser la Constitution et de soumettre aux Etats, qui le ratifièrent, un amendement portant qu'à l'avenir les colléges électoraux voteraient pour un candidat à la présidence, et pour un autre candidat à la vice-présidence.

En 1824, quatre candidats—le général Jackson, John Quincy Adams, William H. Crawford et Henry Clay—briguaient les suffrages du peuple pour la présidence. Il n'existait plus de parti fédéral ni de parti républicain, et les candidats ne représentaient aucune doctrine positive. On comprend que lorsque quatre candidats sont sur l'arène, il est difficile qu'aucun d'eux obtienne la majorité absolue des suffrages. L'élection présidentielle fut donc, en 1824 comme en 1800, déférée au Congrès. M. Adams représentait le Nord, ses trois rivaux le Sud. Il avait reçu 84 voix dans les colléges électoraux; Jackson en avait 99, Crawford 41 et Clay 37. Le plus fort candidat devant le peuple avait donc été Jackson; mais au Congrès le plus fort devait être M. Adams, qui commandait le vote de tout le Nord, tandis que les trois candidats se partageaient celui du Sud. Pour amener sa défaite, il fallait que les candidats du Sud se retirât au profit de Jackson.

Clay qui avait reçu le plus petit nombre de suffrages annonça sa retraite à ses amis du Congrès, mais il les pria en même temps de voter pour M. Adams. On n'a jamais su pourquoi Clay soutint un homme du Nord, mais il avait pour Jackson une insurmontable antipathie, et il trouvait peut-être moins dangereux, pour ses projets à venir, de faire pencher la balance en faveur d'un homme du nord dont il n'avait pas à craindre la rivalité dans le sud.

En 1856, nous le répétons, le Congrès sera sans doute appelé pour la troisième fois, depuis la création de notre gouvernement, à parfaire l'œuvre du peuple en désignant le président des Etats-Unis. Tout nous fait présumer qu'aucun des trois candidats qui brigueront la première magistrature de l'Union ne recevra la majorité absolue des suffrages.

Nous ne craignons pas l'intervention du Congrès. Les free soilers ont triomphé, il est vrai, dans les élections de quatorze Etats (dans l'Iowa les voix ont été également partagées) mais le sud compte quinze Etats et aura indubitablement le concours de la Californie. Or, comme la Chambre vote par Etat pour le président, nous sommes assurés de la majorité. Le candidat national, quel qu'il soit, celui qui ne représentera ni les doctrines abolitionistes du nord ni les principes dangereux des ultra et des désunionistes d'une partie du sud, sera désigné, et c'est ce que nous désirons avant tout.

EUROPE.

NOUVELLES PAR LE CANADA.

Les avis apportés d'Angleterre par le *Canada* vont, on le sait, jusqu'au 7 juillet. Ils ont été transmis à New-York par voie télégraphique. Nous empruntons aux journaux de cette dernière ville leur bulletin des nouvelles; il est complet et donne une idée parfaite de la situation en Europe au départ du steamer:

LA GUERRE.

Lord Raglan a été enterré le 3 juillet, avec toute la pompe que permettaient les circonstances.

On parle du remplacement du général Pélissier.

Depuis que les alliés ont été repoussés le 18 juin, ils ont fortifié leurs ouvrages avancés contre la tour Malakoff, et, dans la dernière dépêche du général Pélissier, portant la date du 4 juillet, il dit que ces travaux avancent d'une manière satisfaisante.

Le général Simpson, dans sa dépêche télégraphique du 4, dit qu'il n'y a rien de nouveau depuis ses derniers avis.

Les journaux arrivés par le *Canada* donnent les détails de l'attaque infructueuse du 18, ainsi que le rapport du général Pélissier. (Nous les avons déjà publiés.)

Les Français ayant été repoussés, la retraite s'est effectuée en bon ordre, mais avec des pertes considérables.

Lorsque lord Raglan s'est aperçu de la défaite de la première division française, il s'est empressé de donner l'ordre d'attaquer le Redan, dans le but d'opérer une diversion en faveur des Français, quoiqu'il eût été convenu que les Anglais ne donneraient pas avant que les Français ne se soient emparés du fort Malakoff, parce que les canons de ce fort dominaient entièrement le Redan. Pour autant que des particuliers peuvent en juger à distance, l'ordre d'attaque du général Raglan a été une grande faute, car la colonne d'attaque anglaise [illegible] n'était pas suffisamment forte pour enlever les fortifications, a été repoussée avec des pertes considérables.

Un incident curieux de cet engagement, c'est que le général Eyre a pénétré à la tête de 2,000 soldats anglais dans les faubourgs de Sébastopol, où il s'est maintenu pendant dix-sept heures [illegible] s'est retiré à la tombée de la nuit. On se doute que s'il avait été soutenu [illegible] la ville aurait tombé au pouvoir des alliés, ou du moins sa première ligne de défense.

Des lettres françaises du 25 juin disent que l'armée est pleine de confiance. On s'approvisionne de plus en plus au Malakoff; une batterie française de 30 canons était presque achevée en face de la baie de Carénage pour [illegible] les vaisseaux russes, dont la [illegible] 18.

Les journaux de Vienne portent que Gortschakoff a reçu un renfort de 24,000 hommes [illegible] d'une nouvelle armée [illegible] Liprandi.

Les Turcs et les Sardes, sous les ordres d'Omer Pacha et du général La Marmora, ont fait des excursions dans les vallées latérales de la Tchernaya, sans rencontrer la moindre résistance.

De nombreux ouvrages d'art pris dans le musée de Kertch, ainsi que de la collection privée du général Wrangel, sont en route pour Paris.

Le contingent turco-britannique, [illegible] 6000 hommes, se trouve au camp près de Dardanelles.

Des calculs exacts démontrent que la guerre actuelle a déjà coûté la vie à un demi million d'hommes [illegible]

Une dépêche de Berlin, portant la date du 4 juillet, annonce le bombardement et la destruction de la ville [illegible]

Des avis russes du 19 juin, disent que le 14 [illegible]

30 juin. Les alliés ont opéré une descente dans l'île Kotka, où ils ont détruit le télégraphe et brûlé les approvisionnements du gouvernement.

21 juin. Quelques steamers des alliés ont fait des sondages dans la passe de [illegible], pendant que d'autres ont tiré plusieurs boulets contre le port de Revel sans y faire aucun dommage sérieux.

22 et 23 juin. Quelques coups de feu ont été échangés entre les canonnières et les batteries de Revel.

5 juillet. Le gros de l'escadre alliée était en vue de Cronstadt.

FRANCE.

Dans la séance du 5 juillet, le corps législatif a voté l'emprunt de 750,000,000 de francs. On compte que l'augmentation de taxe sur les spiritueux, le prélèvement de 10 pour cent sur les voyageurs de chemins de fer, et le nouveau décime de guerre produiront 70 millions de francs par an.

Le discours de l'empereur a été commenté de diverses manières. L'allusion à l'Autriche a motivé [illegible], de la part de l'ambassadeur d'A[illegible] demande d'explication.

ANGLETERRE.

[illegible] débattues dans le Parlement sont [illegible] importance.

MM. Roebuck et Duncombe ont demandé la formation d'un comité d'enquête sur l'accusation de brutalité portée contre la police lors des démonstrations contre le bill du dimanche; leur demande a été repoussée.

Vendredi soir, M. Milner Gibson a demandé au gouvernement une explication quant à la conduite récente de lord John Russell à Vienne, en annonçant, entr'autres choses, que la Grande Bretagne n'avait jamais compté sur une restauration de la Pologne et de la Hongrie. La question a été écartée, après une vive attaque de MM. Cobden, Roebuck et d'Israëli.

On parle de la nomination de lord Elgin comme directeur-général des postes.

M. Peterson, le secrétaire de la légation russe à Lisbonne, a été récemment découvert à bord d'un steamer anglais retournant de Southampton à Lisbonne. Il a été chargé d'une mission secrète en France et en Angleterre. C'est, dit-on, le ministre américain à Lisbonne qui l'a reconnu.

Le splendide vapeur *Persia* de 3,000 tonneaux et une force de 1,000 chevaux, a été lancé dans la Clyde le 3 juillet. Il prendra rang dans la ligne Cunard en octobre prochain.

ESPAGNE.

Une dépêche de Marseille en date du 5 annonce qu'un soulèvement a eu lieu en Catalogne. La difficulté a principalement trait aux salaires. Deux manufacturiers ont été assassinés à Barcelonne.—La garde nationale a refusé de marcher, et le capitaine-général s'est enfermé dans la citadelle avec quelques troupes fidèles. Il a envoyé des médiateurs aux insurgés; ils ont été reçus aux cris de: Vive Espartero!

Une dépêche télégraphique d'Espagne, en date du 5, dit que les insurgés tiennent encore à Barcelonne.

Des avis de Perpignan mentionnent la défaite d'un chef carliste.

Le soulèvement ressemble maintenant plutôt à une émeute qu'à une insurrection.

Le correspondant du *Times* de Londres dit que le ministre espagnol à Paris a eu une entrevue avec Louis-Napoléon sur la situation de l'Espagne, et que celui-ci lui a annoncé sa détermination de s'opposer à toute tentative de renversement de la reine Isabelle.

Le gouvernement espagnol porte aux nues Louis-Napoléon, et établit un parallèle entre la conduite de ce dernier et celle de Louis Philippe. Cependant diverses indications font supposer que Louis-Napoléon entretient des manœuvres politiques en Espagne.

ITALIE.

La plus vive anxiété règne en Piémont relativement à la mortalité dont le contingent a été frappé en Crimée. La Turquie a nommé un ministre résidant en Sardaigne.

On rapporte que le gouvernement napolitain a autorisé l'érection d'un hôpital aux bains d'Ischia pour les convalescents des armées alliées.

PRUSSE.

La santé du roi s'est améliorée.

RUSSIE.

Quelques journaux anglais contiennent des rapports concernant des mouvements révolutionnaires en Russie en faveur de Constantin qui serait déclaré empereur. Ces bruits sont dénués de toute espèce de fondement.

Candidats du parti Américain.

Les délégués du parti américain, représentant la paroisse d'Orléans, se sont réunis en Convention mardi soir pour compléter la liste des candidats arrêtée le 10 juin dernier. Voici les choix qui ont été faits:

Pour coroner:—C. N. Ollivier.
Pour Avocat de district—Foote.
Pour greffiers—
1re cour de district—Norbert Trépagnier.
2e " " —P. Sévère Wiltz.
3e " " —Henri Bezou.
4e " " —J. B. Walton.
5e " " —Wm A. Nott.
6e " " —W. S. Reese.
Pour assesseurs—
1er district—F. Turner.
2e " John T. Dufour.
3e " T Durell.
4e " J. Watkins.
4ème justice de paix—François Calongne.
Pour Constable—Jules Bonseura.
Collecteur de taxes d'Etat, 2d. district.—Joseph Hernandez.
3ème justice de paix—R. Richardson.

CANDIDATS DEMOCRATES.

Pour avocat de district—B. S. Tappan.
Assesseurs—James Farrell.
J. C. Kathman
A. Pellerin,
L. Kibber.
3ème Justice de paix—R. J. Kerr,
Pour Constable—F. Outlaw,
4ème Justice de paix—F. M. Rozat,
Pour constable—L. Bourdier
Collecteur des taxes d'Etat, 2d—dist M. Esnard.

MEXIQUE.

Par l'*Orizaba*, entré hier dans notre port, il est arrivé des avis de Vera Cruz jusqu'au 22 courant et de Mexico jusqu'au 19. Les journaux ne renferment rien d'intéressant, mais nous avons reçu de notre correspondant, toujours si bien renseigné, deux longues lettres que nous recommandons à nos lecteurs.

CONCERT LEHMANN—Le concert qui était fixé pour ce soir, n'aura pas lieu par suite du mauvais temps. Lehmann le donnera samedi si le temps le permet, et le programme sera le même que celui du concert qui devait avoir lieu mardi dernier.

INCENDIE A ST-LOUIS—Le feu a éclaté le 17 de ce mois dans une écurie de Locust street. Les flammes se sont rapidement propagées et plusieurs maisons ont été réduites en cendres. Un jeune homme qui avait une chambre dans une des maisons incendiées a failli périr dans les flammes. Il s'est enfui à la hâte n'ayant pour tout vêtement, disent les journaux, qu'un anneau au doigt et une montre en or à la main. Il a pu, au sortir de l'ardente fournaise, échanger son trop léger costume contre une couverture de piano.—La perte causée par le sinistre est évaluée à $75,000 dont un tiers seulement couvert par les assurances.

LES PARTIS A NEW-YORK—Les partis deviennent si nombreux à New York qu'il n'y a plus moyen d'y rien comprendre. Il y a maintenant dans l'Etat impérial autant de factions que d'intérêts. Les journaux annoncent, par exemple, une convention des trafiquants en liqueurs et des fabricants de cidre, à Syracuse, pour le 8 août; une convention des femmes fortes, à Saratoga, pour le 15 août; une convention de fusionistes républicains, Sewardistes et ennemis de l'esclavage, à Aubury ou Syracuse, pour le 22 août; une convention des Van Burénistes, à Syracuse, pour le 22 août; une convention de démocrates *soft shell*, amis de l'administration, à Syracuse, pour le 29 août; une convention des hommes de couleur, à Troy, pour le 4 septembre: une convention des démocrates *hard shells*, à Syracuse, pour le 5 septembre; une convention des Know Nothings de l'Etat pour le 25 septembre; une convention whig, à Syracuse, pour le 26 septembre; une convention des adversaires du bill de Nebraska, à Syracuse, pour le 26 septembre.

KANSAS.—Le gouverneur Reeder a adressé son message à la législature du Kansas. Il y dit que le peuple du territoire doit régler ses propres affaires, et spécialement la question de l'esclavage, sans subir l'influence des autres Etats.

PREMIERE TRAVERSEE DE L'ERICCSON.—On a reçu par l'*Arago* des lettres particulières de quelques passagers arrivés au Hâvre, à bord de l'*Ericcson*, 14 jours et 3 heures après leur départ de New York. Le steamer a consommé en moyenne 21 tonnes et demie de charbon par 24 heures. Les machines ont fonctionné avec une régularité parfaite, et les chaudières ont fourni facilement la quantité de vapeur voulue.

Il paraît d'ailleurs que le navire se comporte fort bien à la mer, par tous les temps. Le seul changement jugé nécessaire pour améliorer sa marche consiste dans la diminution des palettes qui, pour être trop rapprochées sur l'arbre des roues, perdent considérablement de leur force, et le capitaine Lowber ne doute pas qu'il ne puisse faire en 12 jours sa traversée de retour.

CHRONIQUE LOCALE.

DEVANT LA 1RE COUR—[illegible] Boyd et C. A. Green [illegible]

[illegible]

CONSEIL DES ALDERMEN.—Le Conseil s'est réuni hier soir, à 7 heures. Sept membres étaient présents.

Les Assistants annoncent au Conseil qu'ils ont changé la résolution relativement à la maison de travail en y ajoutant une clause qui décrète que tous les [illegible] appartenant à la ville et qui donnent des revenus, seront loués à bail.—Le [illegible] est approuvé.

Un comité composé de MM. Culbertson, Durell, Dupré et Pride est nommé pour s'entendre avec un comité des Assistants, sur les allocations à voter aux Écoles publiques.

Le secrétaire lit le veto du Maire relativement à la maison de travail et à la maison de refuge.—Le veto est approuvé.

Le veto du Maire relativement à la résolution qui enlève au Bureau de police le droit de remplir les vacances dans la police, est maintenu.

Résolution des Assistants autorisant le Bureau de police à nommer pour le Marché Washington, [illegible] un commissaire dont le salaire sera de $40 par mois.—Rejetée.

Résolution des Assistants allouant $1000 pour la construction, sur la Levée, au pied de la rue Gravier, d'une maison destinée à la pompe à vapeur "Young America", et allouant $600 pour acheter quatre chevaux pour cette pompe.—Adoptée.

Résolution désignant les endroits où doivent avoir lieu, le 13 du mois prochain, l'élection pour un juge de la Deuxième Cour de District.—Adoptée.

Résolution chargeant le comité des finances de présenter un rapport sur [illegible] les noms, les devoirs et le salaire des employés de la ville et de la corporation. Adoptée.

Le Conseil s'ajourne.

CORRESPONDANCE MEXICAINE.

Mexico, 5 juillet 1855.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*,

La situation est beaucoup plus calme, non pas qu'elle soit meilleure, mais en partie parce que depuis quelques jours, [illegible] d'hostilités actives. On disait en effet que la révolution armée, qui n'a jamais paru bien éveillée, dort en ce moment d'un profond sommeil. Vous devez être bien étonnés, vous autres du dehors, d'apprendre qu'une insurrection ayant pour elle l'opinion publique et comptant, au total, près de 10 000 hommes, la plus grande partie de cavalerie, n'avance pas plus rapidement, alors que le gouvernement n'a pas de forces matérielles et morales à lui opposer! Mais pour qui connaît le Mexique, cette singularité n'a rien d'extraordinaire. Voici, néanmoins, les quelques débris de nouvelles qui ont couru dans la ville ces jours derniers, sur la révolution. Dans le département de Mexico, les insurgés paraissent s'être concentrés à Temascaltepec où, dit-on, les troupes du gouvernement auraient été défaites. On ajoute même qu'un nommé Zamudio, commandant militaire de la localité, a disparu sans qu'on connaisse son sort, d'autres affirment qu'il a été fusillé par les prononcés. Cette nouvelle doit être mise en quarantaine. Quoiqu'il en soit, le gouverneur et commandant général du département, le général Salas, a quitté Toluca pour se mettre lui-même à la tête des troupes qui sont allées combattre les insurgés de Temascaltepec. Le bruit courait hier et court encore aujourd'hui que, profitant de ce départ du gouverneur Salas, les prononcés, qui auraient fait un détour, auraient attaqué Toluca et s'en seraient emparés. Je ne sais quel crédit mérite ce bruit. Hier soir, sont rentrés à Mexico trois compagnies des *guías* et des *Tres Villas*, en fort mauvais état; on ne sait d'où elles viennent ni quelle est la cause de leur délabrement.

Nous avons peu de nouvelles de la révolution de Michoacan. Ce qu'il y a de positif, cependant, c'est que l'espoir qu'avait eu le gouvernement de voir Degollado, Gollardo, Carrigas, Huerta et Pueblita solliciter ou accepter une amnistie est complètement évanoui. Ces chefs sont retournés en Michoacan, rejoindre Comonfort, mais on ne sait rien absolument de leurs mouvements depuis quelque temps. Les forces de Comonfort, ainsi grossies des autres sections de prononcés rôdent, depuis longtemps, autour de Morelia; plusieurs fois on avait annoncé, à Mexico, la prise de cette ville, mais toutes ces rumeurs ont été reconnues fausses; Morelia n'est pas tombée dans les mains des prononcés. Une espèce de mésintelligence ou de malentendu s'étant manifestée parmi les chefs des forces du gouvernement stationnées en Michoacan, M. le général Santa Anna a envoyé, sur les lieux, M. le général Blanco, ministre de la guerre, avec mission de mettre un terme à ces dissidences et de prendre le commandement en chef de toutes les troupes. Le départ du général Blanco, indépendamment du motif que je viens de rapporter, a eu, je crois, une autre cause: ce ministre n'a jamais été parfaitement d'accord avec ses collègues; ces derniers l'accusent même d'intriguer contre eux et de chercher à les faire tomber; ils auraient gagné leur cause près du président, et auraient déterminé ce dernier à éloigner leur adversaire. Depuis son départ, le général Blanco n'a livré aucune bataille aux prononcés qui l'évitent, suivant leur tactique ordinaire; on dit qu'il a pris la direction de Patzcuaro et qu'il s'est dirigé sur Ario.

Au Guerrero, tout est en *statuquo*; les Indiens soignent leurs *milpas*, c'est-à-dire les petits champs de maïs qui fournissent à la subsistance de leurs familles. Il y a donc trêve forcée. Alvarez en profite pour légiférer et pour faire acte de souveraineté. Les décrets sont favorables au commerce, aux étrangers, et font un éloquent contraste avec la conduite de notre gouvernement (*légal*). Parmi les dispositions d'Alvarez, il en est une qui admet tous les Mexicains et les étrangers à l'exploitation gratuite de *placeres* d'or récemment découverts à quatre vingt lieues d'Acapulco. Mais le gouvernement de Mexico, par un récent décret, a déclaré nulles toutes concessions en matière de mines ou de terrains vagues, faites par les autorités révoltées.

Dans le département de San Luis, quelques tentatives de soulèvement ont été promptement et facilement étouffées.

Quant à l'occupation de Monterey, nous sommes trop loin pour savoir, par le système de mystères et de mensonges qu'a adopté le gouvernement, ce qu'il en est au juste. Un rapport du commandant général de Coahuila au ministre de la guerre annonce que MM. Melchor Ocampo et Ponciano Arriaga auraient traversé le Rio Bravo et seraient venus de Brownsville à Monterey pour tâcher de s'entendre avec M. Santiago Vidaurri, qui est maître de la ville, chef du mouvement et général en chef des troupes sur ce point; mais que M. Vidaurri aurait refusé d'entrer en arrangement, en déclarant qu'il était assez fort par lui-même, et qu'il se sentait tout aussi capable qu'un autre d'occuper la magistrature suprême de la république. Sur cette réponse, MM. Ocampo et Arriaga seraient retournés à Brownsville. Le bruit court au contraire, depuis deux jours à Mexico, que tous les mécontens du Rio Bravo, Vidaurri, Carbajal, Ocampo et Arriaga agissent en commun, et que M. le général Woll étant parti, de Matamoros, avec des forces, pour reprendre Monterey, il se serait trouvé placé entre les insurgés de Monterey d'une part, et par des forces commandées par Carbajal et qui seraient tombées sur lui, d'autre part, en traversant le fleuve. [illegible] Ce qu'il y a de certain, c'est que le gouvernement a envoyé un nouveau secours en matériel et des troupes fraîches au général Woll qui a déclaré en état de siège les trois départements de Tamaulipas, de Nuevo Leon et de Coahuila, dont le gouvernement lui a donné le triple commandement. M. Woll est par conséquent [illegible] territoire dont on voudrait faire la république de Sierra Madre. L'occasion serait belle pour un ambitieux vulgaire ou pour un homme de génie; le général Woll, qui n'est ni l'un ni l'autre, se gardera bien d'en profiter.

Vous voyez que toute cette chronique de la révolution se résume en des bruits fort équivoques. Ce qui préoccupe plus vivement l'attention publique, en ce moment, c'est la politique du palais. Le stupide, tyrannique et orgueilleux ministère Bonilla subsiste toujours; ce sont, je vous l'ai dit autrefois, des gens qu'il faudrait mettre à la porte à coups de pied [illegible]; autrement, ils ne quitteront pas la place. Ils acceptent tout, se soumettent à tout, avalent les injures, les affronts et supportent la haine [illegible] pour conserver leurs postes. En vérité, j'ai peine à m'expliquer l'obstination que met Santa Anna à conserver dans son cabinet ces hommes [illegible] qui font rejaillir sur lui tout l'odieux qu'ils ont soulevé dans l'opinion. Je ne puis croire que le général Santa Anna connaisse la situation véritable de l'esprit public; autrement, il ne garderait pas ce ministère un seul jour; mais vous savez que les hautes sphères gouvernementales sont souvent entourées de mystères qu'il est difficile de percer.

[illegible]

On dit qu'aussitôt après la promulgation de la constitution, Santa Anna mettra quelqu'un pour le remplacer dans la présidence, et se retirera dans son hacienda de Encerro; d'autres disent qu'il s'en irait à Turbaco. On ajoute même que M. le général Almonte revient de Washington, [illegible] pour l'intérim présidentiel. Je n'ai pas besoin de vous avertir que tout cela n'est que rumeurs, et qu'il ne faut les accepter que sous bénéfice d'inventaire.

A propos du général Almonte et de Washington, je dois vous dire que le gouvernement vient de nommer ministre à Washington M. Vidal y Rivas, rédacteur actuel du *Diario oficial*. Je n'ai pas l'honneur de connaître, même de vue, le nouveau titulaire, mais les quolibets et les plaisanteries pleuvent sur lui depuis sa nomination. M. Vidal, assure-t-on, peut avoir de 30 à 35 ans; il est le beau-père de Santa Anna par ce motif bien simple qu'il a épousé Madame veuve Manuela Tosta, mère de la femme du président. Comme je n'aime pas les cancans, je me borne à ces renseignements; bien que les mauvaises langues en disent beaucoup plus. Cette nomination à la légation la plus importante du Mexique a produit le plus déplorable effet.

Je ne sais si c'est par plaisanterie, mais on dit que M. Bonifacio Tosta, frère de Madame la Présidente, et actuellement inspecteur des viandes, a été nommé commissaire de la dette, en Angleterre, aux lieu et place de M. le colonel Facio. La nomination de M. Vidal a été annoncée officiellement, celle de M. Bonifacio Tosta ne l'a pas été.

L'envoi de M. Vidal à Washington se complique d'un autre incident très grave que j'ai réservé, avec intention, pour la fin de ma correspondance: la rupture des relations entre la légation des Etats-Unis et le gouvernement mexicain. Il y a huit jours environ que M. Gadsden a déclaré qu'il cessait avec le Mexique toute relation diplomatique et qu'il allait demander des instructions à son gouvernement! Il y avait longtemps que le ministre américain était dans de fort mauvais termes avec le gouvernement mexicain; mais ce qui a déterminé la catastrophe, c'est, paraît-il, une affaire Delgado, dont on a beaucoup parlé, et à laquelle on a mêlé des détails que je ne reproduirai pas, car ils entrent un peu trop dans le domaine de la chronique scandaleuse. Voici les faits en substance: Delgado, né à Cuba, avait été autrefois compromis pour affaire politique auprès des autorités de l'île. Il s'était enfui, avait voyagé en Europe et s'était fixé aux Etats-Unis, où il s'était fait naturaliser américain. Dernièrement, il était venu à Mexico en compagnie d'une jolie femme, légitime ou non, je n'en sais rien. Quelque temps après son arrivée, il a été arrêté, mis en prison, puis expulsé. Mais ce n'est pas tout: non content de l'*expulser*, le gouvernement mexicain a voulu le livrer aux autorités de Cuba. A cet effet, il a été embarqué à bord du steamer anglais, en compagnie d'un officier mexicain qui était chargé de le remettre au capitaine-général.

Cette affaire, dont les détails sont curieux, fait le plus grand honneur à la sagacité du ministre Bonilla, qui n'a pas réfléchi, d'abord, que, faute de traité d'extradition, Delgado [illegible] pas américain, le gouvernement mexicain n'avait pas droit de livrer qui que ce fût, aux autorités de la Havane; le traité d'extradition même ne s'appliquerait pas aux délits politiques; mais le point le plus édifiant, c'est que notre ministre des affaires étrangères n'a pas réfléchi qu'une fois à bord du steamer et sous pavillon anglais, Delgado était libre, et que son officier de l'armée n'avait droit, sur ce steamer, que de payer son passage, comme tout autre passager. Si donc le capitaine général avait réclamé Delgado, le commandant du bâtiment anglais aurait certainement refusé de le laisser prendre à son bord; mais Concha, bien qu'instruit de l'incident, a eu le bon esprit de ne pas réclamer Delgado qui a débarqué à Saint-Thomas, probablement.

Delgado avait quitté Mexico avec sa femme; cette dernière a été attaquée du *vomito* à Vera Cruz; autre complication. Je ne pense pas qu'elle soit morte.

Ce sont les notes échangées à la suite de cette affaire qui ont amené la rupture des relations entre la légation américaine et le gouvernement mexicain.

Maintenant, si M. Vidal, le nouveau ministre du Mexique à Washington, va prendre possession de son poste avant que les relations diplomatiques soient rétablies, tout porte à croire qu'il ne sera pas reçu par le gouvernement américain. C'est vous, probablement, qui m'apprendrez la suite de cette histoire.

* * *

Mexico, 19 juillet 1855.

L'Orizaba n'ayant fait, ce mois-ci, qu'un voyage au lieu de deux, vous recevrez en même temps ma correspondance du 5 du courant et la présente. Rien de nouveau encore sur la révolution. On ne nous laisse rien parvenir, et tout porte à croire qu'aucun fait important n'a surgi à Monterey ni ailleurs, car il aurait transpiré, tandis que je n'ai même pas de rumeurs à vous signaler. Il est dit que le ministre de la guerre général Blanco, a entrepris la même campagne qu'avait tentée Santa Anna lors de son dernier voyage; c'est à dire qu'il a poursuivi les révoltés de Morelia à Ario. On dit que les forces rebelles se trouvaient dans ce dernier village, au nombre de plusieurs milliers, sous le commandement de Comonfort qu'auraient rejoint les autres chefs, tels que Degollado, Huerta, Pueblita, &c., mais le général Blanco les a vainement cherchés; ils ont délogé à son approche, et le ministre de la guerre s'en revient comme il était venu. On l'attend sous peu de jours à Mexico, et comme il n'arrive pas, on suppose que les prononcés lui auraient causé quelque obstacle sur la route. Je ne sais pas; ce qu'il y a de plus probable pour expliquer ce retard, c'est que, par cette saison de pluies abondantes, les chemins sont épouvantables, dans l'intérieur. Vous verrez, par les journaux, que deux mouvements ont éclaté presque simultanément à Puebla et à Orizaba. Le mouvement de Puebla, commencé par les artilleurs, a été apaisé par l'exécution de deux sergents, principaux moteurs du désordre. Le gouverneur général de Puebla affirme, dans son rapport, que les rebelles demandaient la royauté [illegible] de Santa Anna; je me permets d'en douter. A Orizaba, la chose a été plus grave; c'est une partie de la population et la garnison qui se sont prononcées. La tête de ce mouvement est le licencié Ignacio de la Llave, homme de beaucoup de prestige dans la localité. Mais le gouvernement, à la première nouvelle de l'insurrection, a dépêché sur les lieux 300 hommes de troupes de Puebla et 300 hommes de troupes de Vera Cruz. Les insurgés, dit-on, n'attendant même pas l'arrivée des troupes pour abandonner Orizaba et se retrancher dans la Sierra. Il paraît, du reste, que tout n'est pas dans ce pays aussi tranquille qu'on le dit, car il est parti, ces jours derniers, des troupes de Mexico pour Puebla. Un autre fait [illegible], c'est que la conduite d'argent devait partir hier, 18, de Mexico pour Puebla et Vera Cruz, elle aurait dû être très forte et s'élever presque à deux millions de piastres. [illegible] Le gouvernement, cependant, se refusant aux instances du commerce, n'avait pas voulu différer le départ; hier, à midi, l'escorte militaire était sous les armes et tout semblait disposé pour partir le jour même; mais comme il avait été déposé tout au plus 200,000 piastres, force fut bien de se soumettre et d'attendre que la confiance revînt aux négociants. Le départ a été différé de deux jours et la conduite ne sort que demain ou mardi; le délai sera-t-il suffisant pour que les versements soient plus abondants? J'en doute, et le gouvernement en enrage, car il compte sur le paiement des droits pour remplir un peu ses caisses déplorablement vides.

Pour vous expliquer le défaut de confiance du commerce, je dois vous dire qu'il règne encore une très grande fermentation à Puebla, et que l'arrivée de la conduite pourrait être l'occasion, magnifique, vous en conviendrez, de l'éclosion de pronunciamiento. Ce seraient les négociants qui en feraient les frais, ce dont ils ne se soucient pas. On dit aujourd'hui que sept villages se sont soulevés dans le département de Puebla; est-ce vrai? Je n'en sais rien.

La grande comédie du palais est finie. Le président, qui voulait, à toute force, donner une constitution pour céder à l'opinion publique; qui a eu quelque envie, *commandé*, au Conseil d'Etat, de voter une, trouve, aujourd'hui, que la constitution serait une faute; que l'opinion publique ne la demande pas et que le Conseil d'Etat a fait presque montre d'idées révolutionnaires en déclarant que l'établissement d'un statut organique était chose nécessaire. Aussi le Conseil d'Etat est-il en pleine disgrâce. On parle, depuis plusieurs jours, de sa dissolution, qui n'aura pas lieu, à mon avis; on dit que plusieurs conseillers d'Etat, ceux qui se sont prononcés le plus catégoriquement, vont être exilés. Je n'en serais pas surpris. Ainsi donc, ce pauvre Conseil, pour avoir fait ce qu'on lui a demandé, se trouve sacrifié parce que le président a changé d'avis. Le *Diario oficial* a commencé à écrire un article furibond contre lui, dont nous attendons la suite. Ce dernier acte de Santa Anna n'a rien qui doive surprendre; sa politique ayant toujours été la même, c'est-à-dire de sacrifier ceux qui se sont mis en avant pour lui. Quant à la cause de son changement d'opinion, vous avez déjà deviné que c'est l'œuvre du ministère. Santa Anna est un homme dont on a dit beaucoup trop de mal et beaucoup trop de bien; on lui a fait une fausse réputation de fermeté, par exemple. Quand il a dit une chose, mal vous serait celui qui viendrait le contrecarrer en face et sans ménagement; il ne céderait pas d'un pouce; mais il est excessivement versatile, et ce qu'il a voulu hier, il ne le voudra pas demain. Il s'agit de laisser passer l'orage, il est très facile, en s'y prenant adroitement et en douceur, de lui faire changer d'idée. Les ministres, qui le connaissent, exploitent cette faiblesse avec adresse à leur profit. Lorsque, par exemple, Santa Anna parut désirer une constitution, le cabinet se garda bien d'émettre une opinion contraire; il se prêta même à la convocation du Conseil d'Etat; mais, en même temps, il donna des instructions [illegible]

[illegible]

[illegible] famille quittent le Mexique pour un voyage d'agrément. Dès le 1er août, M. Vidal part pour Washington et il emmène avec lui la [illegible] de la présidente, Dona Manuela, [illegible] Santa Anna, Carmen, et son mari, M. [illegible] Maillard. Un aide-de-camp du président, le général [illegible], accompagnera la présidente dans son voyage. Ainsi donc, d'ici à quelques jours, vous aurez, aux Etats-Unis, la plus grande partie de la famille présidentielle du Mexique.

Mais, comme je vous l'ai dit, pour que M. Vidal soit accueilli favorablement à Washington, il faut nécessairement que les relations diplomatiques, rompues entre la légation américaine et le gouvernement mexicain, soient reprises à Mexico. M. Vidal lui-même y travaille activement. Il y a une douzaine de jours que M. Gadsden a eu une entrevue personnelle et privée avec Santa-Anna; aujourd'hui même, assure-t-on, il en a eu une autre. Qu'en est-il résulté? Je l'ignore; mais je serais porté à croire que les dépêches qu'enverra ce soir M. Gadsden seront beaucoup moins virulentes que celles qu'il avait expédiées par le dernier *Orizaba*, mais qui sont encore à Vera Cruz en raison du défaut de départ de ce steamer le 5 du courant.

Quelques créanciers de M. Vidal ont mis opposition à son départ avant paiement, mais il saura s'arranger de manière à partir sans payer.

Le général Bepada a été exilé hier pour la troisième fois; il est interné à Tulancingo; on l'accuse d'intrigues contre le ministère. Il n'est pas un citoyen de la République qui ne pourrait être exilé pour le même motif, tant le ministère est universellement et légitimement abhorré.

* * *

(*Communiqué.*)

[illegible]

F. A. JOBAU Jr.

Les amis et connaissances de feu GABRIEL T. BEAUREGARD sont invités à ses funérailles qui auront lieu à la cathédrale St Louis, vendredi prochain, 27 du courant, à 8 heures du matin.

De la part de sa famille.

RHUMATISME.

[illegible] PURIFICATION DU SANG. [illegible]
A vendre, en gros et en détail, par J WRIGHT & Co.
26 juill—3 No 151, rue de Chartres

La maladie de foie

[illegible]
SOUVIL & READ
No 111, rue de Chartres.

Guérison [illegible]

[illegible]
CATHERWOOD & ELMORE,

ATTENTION.

[illegible]

COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU CRESCENT.

[illegible]

Total des primes $677,961 15

[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle Orléans.

[illegible]

THOS. A. ADAMS, Président.

[illegible]

Importation directe.

CIGARES de la Havane [illegible]
J M CABALLERO,
No 36 Vieille Levée [illegible]

60 [illegible] DES OPELOUSAS.

En magasin et à vendre en lots à la convenance des acheteurs, par
BLANCHE & CHAUDET
2 juil 36 Vieille Levée.

PROGRAMME
Du Parti Américain de la Louisiane

I—Nous demandons que les lois de naturalisation soient révisées de manière à sauvegarder la sincérité du scrutin.

II—Nous demandons qu'il soit voté des lois convenables pour interdire l'entrée du pays aux mendiants et aux criminels.

III—Nous condamnons toute violation des droits acquis par les habitants de ce pays, qu'ils soient nés aux Etats-Unis ou à l'étranger.

IV—Nous croyons que le gouvernement fédéral ne doit point s'occuper de l'esclavage, si ce n'est pour protéger ses droits constitutionnels.

V—Nous nous prononçons pour une forte politique nationale qui entoure d'une inviolable protection à l'étranger le nom américain, et qui accompagne et sauvegarde le citoyen de l'Union partout où il se trouve.

VI—Nous croyons que les Américains doivent gouverner l'Amérique et que ce gouvernement doit résulter de l'élection, seul moyen légitime de réforme dans ce pays.

VII—Nous croyons que les fonctions publiques doivent être offertes et non [illegible]. Nous condamnons les distributions de places parmi les affidés, [illegible] qui les revendiquent comme la récompense de leurs services.

VIII—Nous maintiendrons et nous défendrons la Constitution des Etats-Unis, ainsi que l'Union, telle qu'elle existe actuellement, et les droits des Etats dans leur intégrité, exigeant en même temps que le gouvernement général remplisse exactement tous les devoirs qui lui sont imposés par la Constitution.

IX—Nous approuvons le programme adopté par le Conseil National du parti Américain, dans sa récente réunion à Philadelphie, mais nous rejetons l'application des principes du huitième article aux catholiques américains comme injuste, contraire à la vérité et complètement indigne de notre pays. Nous continuerons à protester contre toute infraction de la liberté religieuse, car nous mettons au premier rang de nos convictions ce principe qu'entre l'homme et sa conscience Dieu seul est juge. Nous condamnons de la manière la plus formelle toute tentative ayant pour but de faire d'une croyance religieuse une condition nécessaire pour remplir des fonctions politiques, et nous ne nous joindrons jamais à un parti qui ne partagerait pas complètement nos vues à cet égard.

X—Nous ne sommes opposés à aucun parti, comme organisation politique, mais nous serons contre tous ceux qui combattront les grands principes américains que nous venons d'énoncer.

DOCTRINES D'ETAT.

Réforme des abus et diminution des dépenses de l'Etat.

Education de la jeunesse du pays dans les écoles établies par l'Etat.

Organisation constitutionnelle de la commission des terres inondées.

Administration plus efficace du département des améliorations intérieures dans le but d'améliorer notre navigation intérieure.

CANDIDATS
AUX PLACES DE L'ETAT.

POUR GOUVERNEUR:
CHARLES DERBIGNY,
DE JEFFERSON.

POUR LIEUTENANT GOUVERNEUR:
LOUIS E. TEXADA,
DE RAPIDES.

POUR SECRETAIRE D'ETAT:
ROBERT C. BEALE,
D'EST BATON ROUGE.

Pour Trésorier:
J. V. DURALDE,
D'OUEST BATON ROUGE.

Pour Auditeur:
WALTER ROSSMAN,
DE CLAIBORNE.

Pour Avocat-Général:
RANDELL HUNT,
D'ORLEANS.

Pour Surintendant de l'Instruction:
O. D. STILLMAN,
D'OUACHITA.

INSTITUTION FRANKLIN.

Pensionnat et Externat pour les deux sexes, rue Bayou, entre Marigneuse et Saint-Claude.

CET établissement, à partir du 1er Août prochain, sera sous la direction de Messieurs F. S. SANSON et ALFRED WURTENBERG.

La longue expérience que ces Messieurs, leurs méthodes simples et logiques, les nombreux élèves qu'ils ont déjà formés, les recommandent au public et à leurs amis.

Cours le matin et le soir.

N. B.—On peut se procurer le prospectus à l'établissement.

26 juil—30 F. S. SANSON & WURTENBERG

EDUCATION

Sous la direction de M. SCHMARDT, rue de la Douane, 56.

M. WEIL, de l'Université de France, récemment arrivé à la Nouvelle Orléans, a ouvert un cours de calligraphie le 25 de juillet. [illegible]

[illegible]

AMAND BERTHELON,
Rue Ste-Anne, 68.

En lecture, pour 5 CENTS, 1800 Romans, Drames, Comédies, Vaudevilles, Mémoires et Abonnement au mois.

VENTE ET ACHAT de livres d'occasion, de gravures [illegible] Papeterie, Gravures, Encadrements et Reliures.

BONNE CHANCE

EST offerte à un homme qui apporterait $1,000 dans une spéculation [illegible] S'adresser à la Librairie, rue Ste-Anne, 56.

A VENDRE en débarquement du navire Horatio, venant de Bordeaux: [illegible]
BOYER FRERES, V. BARQUET & Co,

DIVERS—A vendre par H. M. BARLOW & Co— [illegible]
No 18, rue du Canal

BALOUR, WHISKEY, CHANDELLES, ALCOOL, HUILE [illegible]
A vendre par JOSEPH LANDIS & Co,
24 juil 22, rue Tchoupitoulas

COGNAC [illegible]
FREAU & COUTURIE,
24 juil 21 et 23, rue Gravier

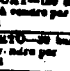
LES soussignés annoncent qu'ils ont reconnu [illegible]
Nouvelle Orléans, 20 juillet 1855.
FALLOWS & Co.

A mes amis et au public en général.

La maladie connue sous le nom de Chancre [illegible]
CHAS. DUBUAU
SAM'L COWGILL.
Plantation Union, paroisse de Jefferson.

[illegible] Fco DE FUENTES & Co,
36, Vieille Levée

[illegible]



Banque de la Louisiane.

LA direction de cette banque a déclaré un DIVIDENDE [illegible] payable aux actionnaires à partir de lundi [illegible]
R. M. DAVIS, Caissier

SAVON—En débarquement du navire Mary Ward venant de Boston: [illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,
13 et 15, rue St Louis

MAQUEREAUX—En débarquement du navire Mary Ward, venant de Boston, [illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,
13 & 15, rue St Louis

DIVERS—[illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,
13 & 15, rue St Louis

AVIS.

PERDU—Un billet de cent piastres, du 20 juillet 1855, [illegible]
Nouvelle Orléans, 26 juillet 1855.
J. B DERNEY, courtier

A VENDRE

UNE jeune négresse âgée d'environ 20 ans, [illegible]
J. B DERNEY

A VENDRE

UNE jeune domestique négresse, âgée d'environ 17 ans, [illegible]

AVIS.

LE soussigné étant parti pour le Nord et désirant renouveler une partie de son stock, offre à vendre aux meilleures conditions un magnifique assortiment des articles suivants: [illegible]
P. M. CHASSANIOL,
31 juill Encoignure Chartres et Canal

EN DEBALLAGE, rue Royale No 166, [illegible]
G. DUPUY,
166 rue Royale, entre Conti et St Louis

LE MESSAGER DES DAMES ET DES DEMOISELLES, REVUE MARSEILLAISE.

[illegible]

UN jeune homme qui veut apprendre le français [illegible]

BALAIS—[illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,

Ale d'Écosse, de Tennent.

UN nouvel envoi [illegible]
J. Y DE EGANA,
21 juil No 47, rue Bienville

[illegible]
E. TALAMON,

AVIS AUX PATISSIERS.

[illegible]
ANT GIRAUD, 44 Vieille Levée

[illegible]
E. MEUGENS,

[illegible] récompense.

[illegible]
L. H. DEMIER,

INDIENNES COULEURS SOLIDES.

Nouvelles [illegible]

[illegible]
LOUIS DUCOURNAU,
20 rue de Chartres

SARDINES à l'huile [illegible]
V & E MAIGNAN,

[illegible]
J. H. CURIER,
22 rue Toulouse

[illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,

SAVON—En débarquement du navire Unicorn, de Boston, [illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,

[illegible]
A. COUTIN,

WHISKEY—[illegible]
QUERTROUZE & LANGSDORFF,
13 & 15, rue St Louis

POUR CAUSE DE DEPART A vendre DANS LA PAROISSE DE TERREBONNE, [illegible]

[illegible]

FETERS, MILLARD & Co,

[illegible]

CANDIDATS.

☞ Tout avis de candidature devra invariablement être payé d'avance.

☞ R. M. KEARNEY est candidat à la place de juge de la Troisième Cour de District, pour remplir la vacance occasionnée par la démission de l'honorable J. N. Lea.—L'élection aura lieu le 13 août 1855.

☞ Le soussigné, ministre actuel est candidat à la place de Troisième Juge de Paix. L'élection a lieu le 5 novembre prochain.
RICHD RICHARDSON.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer que l'honorable H. MARIGNY est candidat pour Greffier de la Deuxième Cour de District.

HOTEL WASHINGTON, AU LAC.
Grands Concerts d'été,
PAR LEHMANN.
Les Mardis, Jeudis et Samedis de chaque semaine.

Prix d'admission .... 25 cents.

[illegible]
BLACHE & LEAUMONT.

COLLEGE DE ST JOSEPH,
Bardstown, Ky.

UN professeur de ce collége se trouve maintenant dans le Sud [illegible]

[illegible]

A LOUER

UN magnifique MAGASIN en briques, [illegible]

A vendre: DEUX ESCLAVES de valeur dont l'un est quelque peu ingénieur.

UN nègre créole de 19 ans, [illegible]

A VENDRE

UN jeune mulâtre de 14 ans, [illegible]
S'adresser à J. A. Lobrano, No 149 rue Royale.

EN débarquement du navire Horatio, de Bordeaux: [illegible]
E. DECHAMPS,
no 21, rue St Louis

A VENDRE par le soussigné: [illegible]
E J HART & Co,
77 et 79, Tchoupitoulas

[illegible]

50 pipes et 1/2 pipes vin rouge, [illegible]
LABATA, GARDOLPE & Co,

500 [illegible]
LABATA, GARDOLPE & Co,

A VENDRE, par le soussigné, [illegible]
JEAN FISSE,

VIN DE CHAMPAGNE [illegible]
FREAU & COUTURIE,

[illegible]
E. MEUGENS,

TABAC DE FAMILLE—[illegible]

[illegible]
ANTO COSTA,

A VENDRE

UNE NEGRESSE de 25 ans, cuisinière et couturière, [illegible]
E. GIRAUD & Co,
65, Carondelet

56, Rue de Chartres 56
LACQUES ARIAN,

[illegible]

DENTELLES, BRODERIES, &c, &c.
Magasin à bon marché
DE DAMES,
155 RUE DU CAMP 155

[illegible]

Aux demoiselles.

ON demande immédiatement chez le professeur MARETTE, No 13 rue St. Charles, plusieurs demoiselles françaises ou créoles, [illegible]

LA CANNE A SUCRE A LA LOUISIANE,
Sa nature, sa constitution, ses produits.

Ou recherches chimiques sur toutes les substances que la canne à sucre renferme,

TEL est le titre d'un ouvrage dont la première partie doit être publiée à la Nlle Orléans avant la fin de l'année 1855.

[illegible]
J. B. AVEQUIN.

Vacances.

M. J. GUILLET, depuis deux ans professeur de français dans l'École Supérieure des [illegible]

[illegible]

Banque Mims pour les Garçons.

CETTE Institution est ouverte pour l'admission des orphelins.
S'adresser à A. D. DORIOCOURT, 58, Toulouse.
W. C. C. CLAIBORNE,
C. CUVELLIER,
20 juin—1m Passage de la Bourse

Dissolution de société.

LA société de commerce qui a existé entre les soussignés, sous la raison de CAVELIER & MAXENT, a été dissoute [illegible]
Nouvelle Orléans, le 7 juillet 1855.
ARM. E. CAVELIER,
L. F. MAXENT.

AVIS.

LE soussigné informe ses amis et le public qu'il continuera les affaires de commission [illegible]
L. F MAXENT,
No 30 rue Toulouse

Demande d'une cuisinière.

UNE bonne cuisinière blanche ou de couleur trouvera une place en s'adressant au bureau du journal.

BEURRE DE GOSHEN—[illegible]
J. M. MARKS, 76 et 78 rue Magasin.

Résidence à vendre à la Baie St. Louis.

Un terrain, avec les bâtisses et améliorations [illegible]

Avis aux habitants

CHANGEMENT de domicile de J. B. MONTAGNA, [illegible]

VIN rouge [illegible]
E. TALAMON, 161 rue Royale

[illegible]

Nouvelle Orléans, 20 juin 1855.
J. B. FREAU.
Am. COUTURIE.
Th. CAPITAINE.

AVIS.

[illegible]

Avis.

CAVELIER & MAXENT ont transféré leur magasin de la rue Royale No. 128 à la rue Toulouse No. 30, [illegible]

[illegible]

Grand chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, des Opelousas et de l'Ouest.

ARRANGEMENTS POUR L'ETE.

CONVOIS pour passagers, tous les jours, d'Alger au Passage de Lafourche et du Passage de Lafourche à Alger.

Départ d'Alger à 8 heures du matin, arrivée au Passage de Lafourche à 11 heures du matin.

Départ du Passage de Lafourche à 3 heures de l'après-midi et arrivée à Alger à 6 heures du soir.

CONVOI SPECIAL.

[illegible]

Au Bayou des Allemands $1 25
Au Passage de Lafourche 2 50

A. S. PEGER, vice-président.

Magasin de Tapis.

TAPIS—Assortiment complet en tous genres TOILE CIREE pour parquets de toutes les largeurs, [illegible]

A. BROUSSEAU et Co,
23, rue de Chartres

PAPIERS PEINTS NOUVEAU DELCROIX.

108—Rue de Chartres—108.

VIENT de recevoir par les derniers arrivages, [illegible]

DELCROIX, 108, rue de Chartres

SUCRE de la Havane—[illegible]
MORENO FRERES.

[illegible]
MORENO FRERES,
No 34 Vieille Levée

CIGARES [illegible]
MORENO FRERES,

AMANDES, [illegible]
MORENO FRERES,

CIGARES DE LA HAVANE—[illegible]
MORENO FRERES
34, Vieille Levée

[illegible]
MORENO FRERES,
34, Vieille Levée

POMMES DE TERRE [illegible]
DORSELLY BAZZ EA & Co,
19 juil

Apprenez l'anglais!!!

CEUX qui désirent acquérir [illegible]

GRAND EXPRES
De la Nlle-Orléans, des Opelousas et de l'Ouest.

UN exprès qui partira tous les jours est maintenant établi sur le chemin de fer des Opelousas, [illegible]

LAMAY & LABADY,
36, rue de Chartres,
Importateurs de confections.

[illegible]

P. A. HEBRARD,
115, rue du Canal, près Royale.

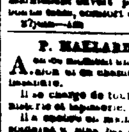
IMPORTATEUR de marchandises françaises, [illegible]

P. A. HEBRARD,

Bureau des Commissaires et Agents de la succession générale de Jean McDonogh.

[illegible]

A VENDRE



UNE belle portion de terre améliorée, [illegible]

LOUISIANA HOTEL—BAIE ST LOUIS.

[illegible]
A. COURREAU.

P. MAILLARD, 67 RUE ROYALE,

[illegible]

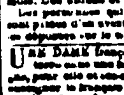
Ameublement de société.

[illegible]

JUAN Y DE EGANA,
No 47, rue Bienville

[illegible]
SOSTHENE THOMAS, 9, rue Gravier

HOTEL DES CABANES VERTES,
BILOXI, Miss.



MM. JNO B. PRADAT & Co, successeurs de Jean B. Pradat, [illegible]

Prix: $2 par jour, $10 par semaine, $40 par mois. [illegible]

UNE DAME française désire trouver un place [illegible]